

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2011)
Heft: 4

Artikel: Première guerre du Golfe : des enseignements pour la défense
Autor: Joxe, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-514554>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Tarmac recouvert de *Jaguar* des 11^e et 7^e escadres de chasse.
Photo : ECPA.

Histoire

Première guerre du Golfe : Des enseignements pour la défense

Pierre Joxe

Ancien ministre français de la Défense (1991-1993)

A l'occasion du 20^e anniversaire de la première guerre du Golfe, *TTU* a demandé à Pierre Joxe, ministre de la Défense à l'époque, quelles leçons a-t-il tiré de son expérience et quelles décisions a-t-il impulsé pour adapter et moderniser notre appareil de défense.

Etant ministre de l'Intérieur en août 1990, j'ai participé dès l'invasion du Koweït aux nombreux conseils de défense convoqués par François Mitterrand, sur un rythme accéléré et finalement quasi quotidien. Les semaines précédentes, recevant des informations — ouvertes ou non — je m'étais étonné silencieusement de l'absence totale de réaction de l'ONU face aux concentrations de forces irakiennes observées et décrites vers la frontière du Koweït. Mais ce n'était pas encore mon affaire.

Durant la fin de l'été, l'automne et jusqu'en janvier 1991, je suivis donc de près la préparation de l'intervention militaire mandatée par l'ONU et la participation de nos armées de Terre, de l'Air et de Mer... Chevènement ayant démissionné du ministère de la Défense le 29 janvier... deux semaines après le début des opérations aériennes, je fus amené à le remplacer.

Nous avions là-bas près de 20'000 hommes — et femmes —, un matériel considérable, des centaines de blindés et une base aérienne complète (prétendument « autonome ») à Al Ahsa. J'ai été sans délai à visiter nos forces. Allant de surprises en surprises — généralement mauvaises —, j'ai eu pourtant la chance cette année-là, avec l'aide de plusieurs officiers éclairés, au premier rang desquels l'amiral Lanxade, de pouvoir tirer quelques leçons et lancer quelques réformes. Elles furent sans doute utiles, car n'ont jamais été remises en cause depuis lors — mais souvent encore perfectionnées.

Elles concernèrent quatre domaines : stratégie, renseignement, opérations, communication. En effet : Le ministère français de la Défense, dont j'héritais, ne possédait pas de structure d'analyse ni de conception

stratégique. On s'en était bien aperçu à l'automne 1990... Les services de renseignement étaient dispersés et leurs équipements archaïques.

Dans le domaine des opérations, le cloisonnement entre les armées était complet. L'opération de police internationale à laquelle nous avons participé a permis de repérer nos lacunes et de commencer à les combler. J'ai aussi entrepris de moderniser la communication des armées...

Je n'ai aucun mérite à tout cela. Je n'ai rien inventé. J'ai tout copié chez nos voisins et alliés anglo-saxons... en essayant de faire mieux. J'évoquerai une autre fois le problème de l'emploi du contingent dans cette affaire...

Stratégie

Il n'est pas nécessaire de rappeler les divergences d'appréciation entre Chevènement et le gouvernement — comme avec le PS — sur l'engagement de la France dans la péninsule arabique et sur notre positionnement par rapport à l'Irak, aux monarchies du Golfe et aux Américains. Ce débat important ne concerna pas les structures du ministère de la Défense et de l'institution militaire : en effet, ce ministère manquait à l'époque d'un niveau de réflexion stratégique comparable aux structures existantes au ministère des Affaires étrangères. Cela limita les discussions internes au gouvernement à un « one man show » classique chez Chevènement, qui finit par démissionner après que son ministère et son état-major aient exécuté les instructions du chef de l'Etat, chef des Armées, en passant au-dessus de sa tête. Il y a des façons plus méthodiques d'entrer en guerre...

Il fallait adjoindre à ce ministère, comme cela était déjà fait chez nos alliés anglo-américains, un organisme répondant à ce besoin. Ce fut la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) créée en 1992 comme outil de réflexion et d'éclairage pour le ministère. J'avais prévu d'y nommer un diplomate talentueux, mais Edith Cresson l'ayant embauché à Matignon, je confiai cette direction à

un membre de mon cabinet : Jean-Claude Mallet, qui y demeura jusqu'en 1998 et fut ensuite SGDN.

Renseignement : organisation et technologies

Le monde venait de sortir de la guerre froide et nos structures de renseignement militaire exclusivement tournées vers les forces du Pacte de Varsovie (ou la Françafrique) n'avaient pas encore opéré leur reconversion vers de nouveaux conflits, de nouvelles menaces, de nouveaux théâtres. Surtout, j'ai découvert que nos moyens étaient fragmentés, agissant de façon autonome « au profit » de chaque armée : Terre, Air, Marine... Cette guerre du Golfe a permis de prendre conscience qu'il fallait un outil capable de recueillir et d'analyser le renseignement à un niveau non seulement tactique mais opératif et stratégique.

C'est ce qui sera fait aussi dès 1992 en bousculant un peu et en fusionnant les services cloisonnés, avec la création d'une direction interarmées du renseignement militaire, la DRM, confiée avec succès au général Jean Heinrich. Dans la première phase de leur déploiement, les forces françaises agissaient de façon autonome dans la coalition, pour tenter de répondre à une préoccupation politique : préserver l'autonomie d'action française.

Mais, dans le domaine du renseignement comme ailleurs, l'autonomie d'action française n'était possible que si la France disposait elle-même de moyens autonomes d'acquisition du renseignement, notamment satellitaires. Nos besoins en capacités spatiales étaient essentiels pour les satellites d'observation, comme pour les satellites de télécommunication et de géolocalisation. La guerre du Golfe a vu pour la première fois l'emploi systématique du GPS américain, nécessaire pour les déplacements dans un désert sans points de repères. Mais cet emploi entraînait une dépendance totale envers les satellites américains ! C'est après ce conflit qu'on a décidé des efforts financiers importants pour nous doter, avec d'autres pays d'Europe, de capacités en satellites d'observation. Ce fut le programme *Hélios* qui sera prolongé par l'ambitieux programme européen *Galileo*.

Opérations

L'engagement de troupes françaises en protection du territoire saoudien a été décidé rapidement par le président Mitterrand. Mais les Etats-Unis, grâce à la structure du Central Command, ont été en mesure de déployer une division entière en Arabie Saoudite dans les cinq jours qui ont suivi l'attaque. En France, la Force d'action rapide (FAR) a planifié un déploiement dans les semaines qui ont suivi, ce qui a permis de déployer une partie de la 6e division légère blindée (6° DLB) en septembre, après le saccage le 14 septembre de l'ambassade de France à Koweït City. Grâce à la présence au sein de la FAR de la 4° Division aéromobile (4° DAM), il a également été possible de concevoir un déploiement en trois dimensions, mais ce n'était pas une planification interarmées. Ce manque a été réparé en 1993 par la création d'un état-major interarmées de planification (EMIA), capable de concevoir une opération véritablement interarmées.

Pour ce premier conflit atypique de l'après-guerre froide, il fallait aussi disposer d'unités pour les opérations spéciales. On a engagé sur le terrain des commandos de l'armée de Terre (13^e RDP, 1^{er} RPIMa), de l'armée de l'Air (commandos de l'air à Al-Ahsa) et de la Marine dans la phase finale de dépollution de Koweït City. Mais leurs actions ont été décidées localement, tactiquement, sans s'insérer dans une manœuvre d'ensemble qui aurait pu valoriser la formation et l'équipement spécifiques de ces forces spéciales. Cela justifia, à l'expérience, la création d'un Commandement des opérations spéciales (COS), commandement opérationnel de forces restant organiquement rattachées à chaque armée.

Lorsqu'on était passé, fin 1990, de la posture défensive (DESERT SHIELD) à la posture offensive (DESERT STORM), il est vite apparu qu'il y avait redondance des centres de décision entre les états-majors organiques à Paris (EMA, EMAT, EMAA), les états-majors opérationnels (FAR, FATAc) et le commandement du théâtre saoudien. Il manquait un centre opérationnel interarmées. Ce COIA a été renforcé comme véritable centre de conduite des opérations au niveau interarmées, à proximité des décideurs politiques, servant de relais unique au commandement de théâtre.

Communication

Le contexte politique particulier de l'engagement de la France, et les contraintes opérationnelles de secret ont rendu très difficiles, parfois critiques, les rapports entre forces françaises et journalistes sur place. Je me suis efforcé, avec l'aide de Guy Perrimond, qui dirige aujourd'hui *TTU*, de débloquer la situation en autorisant progressivement des « immersions » de journalistes dans les unités combattantes. On a même embarqué à bord de notre deuxième blindé entrant en Irak le correspondant de l'AFP, il est vrai, officier de réserve de l'arme blindée : Pierre Bayle.

Mais il restait à parfaire la relation ministère-presse en dotant la défense d'une communication plus professionnelle et surtout interarmées. Lancée en 1992, avec l'aide de Jean-François Bureau, la réforme du SIRPA central fut reprise par la suite pour donner naissance en 1998 à la Délégation à l'information et à la communication de défense (Dicod), dotée d'un porte-parole institutionnel, comme au quai d'Orsay. Cette fonction fut longtemps assumée par Bureau, devenu depuis lors, en 2007, secrétaire général adjoint pour la diplomatie publique de l'OTAN.

TTU Europe